

HONDURAS : FICHE PAYS – AVRIL 2024



Catégorie OCDE : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch):BB-/B1/Non noté

Change : Lempira / parité glissante

Horizon neutralité carbone : -

FORCES

- Soutien des organismes multilatéraux
- Faible risque de surendettement

FAIBLESSES

- Forte dépendance à la conjoncture américaine
- Déficiences en infrastructures et services publics
- Secteur informel important
- Perception élevée de la corruption

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** La croissance a atteint +3,6% en 2023 (après +4 % en 2022), stimulée par la demande interne (consommation des ménages en particulier). Pour 2024, la croissance resterait résiliente, attendue autour de +3,6%, favorisée par la consommation privée qui bénéficierait de la diminution de l'inflation, de la hausse du salaire minimum, ainsi que du dynamisme des transferts de fonds de travailleurs expatriés. L'investissement public pourrait par ailleurs progresser, tiré par la hausse prévue des dépenses budgétaires et en l'absence d'impasse législative pouvant paralyser l'exécution du budget. L'investissement privé, local et étranger, resterait plus modéré. Sur le front externe, les exportations sont très dépendantes de la demande américaine (1^{er} client du pays).
- **Vulnérabilité des comptes publics :** En 2023, le déficit public est prévu autour de -2,3% du PIB (contre -4,4% du PIB prévu dans le budget initial). Le contexte politique instable a paralysé les décisions budgétaires. Pour 2024, le déficit public est projeté à 3% du PIB par le gouvernement. Le ratio de dette publique/PIB est en diminution et aurait atteint 48% du PIB en 2023. Près de 51% de la dette est externe, mais détenue à près de 70% par les créanciers multilatéraux à des conditions (taux, durée) plus favorables.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant s'est réduit en 2023, estimé autour de 3,9% du PIB, favorisé par la baisse du déficit commercial, tandis que le surplus de la balance des transferts a progressé. La dette représente environ 37% du PIB, dont 81% de part publique. Elle aurait un peu diminué en 2023. Le risque de surendettement externe du pays est jugé faible par le FMI. Malgré quelques épisodes de volatilité, le lempira est en moyenne resté plutôt stable face au dollar depuis 2017. Le réserves de change ont eu tendance à diminuer mais restent satisfaisantes (4,8 mois d'importations en mars 2024) et donnent à la banque centrale une marge de manœuvre pour soutenir le régime d'ancrage glissant de la monnaie.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** La rentabilité du secteur bancaire est en amélioration et niveau de capitalisation des banques est satisfaisant. Le taux de prêts non performants est plutôt faible et stable (2,3% du portefeuille des prêts).

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique :** Les tensions politiques toujours prégnantes au sein du Congrès limitent les chances de la présidente Xiomara Castro de faire voter les réformes promises, telle qu'une nouvelle loi fiscale.
- **Climat des affaires :** Le climat des affaires est affecté par un sentiment de corruption et d'insécurité élevé, les coupures fréquentes d'électricité, ainsi que les tensions politiques qui perdurent. La décision du pays de sortir du Centre international pour le règlement des différends relatifs à l'investissement (CIRDI) de la Banque Mondiale est par ailleurs susceptible de freiner les investissements étrangers.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** Le Honduras est très vulnérable aux aléas climatiques (sécheresse, tempêtes...). Les pertes moyennes annuelles sont estimées à 6,3% du PIB entre 1960 et 2022 par le FMI. Le pays s'est engagé à mener des actions visant à réduire les émissions de GES de 16 % d'ici 2030 et a promis de restaurer 1,3 million d'hectares de forêts en réduisant notamment la consommation de bois de chauffage.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Café, thé, maté et épices	25,2%	Combustibles	14,4%	Etats-Unis d'Amérique	40,2%	Etats-Unis d'Amérique	35,1%
Machines, appareils élect.	10,6%	Véhicules	7,9%	Allemagne	6,7%	Chine	16,2%
Poissons et crustacés, mollusques	8,6%	Machines, appareils élect.	7,4%	Le Salvador	6,4%	Mexique	7,7%
Fruits comestibles; écorces d'agrumes	8,2%	Machines, appareils méc.	7,3%	Guatemala	4,6%	Guatemala	6,3%
Huiles palme, coco	7,4%	Fonte, fer et acier	6,2%	France (13ème)	0,5%	France (23ème)	0,6%

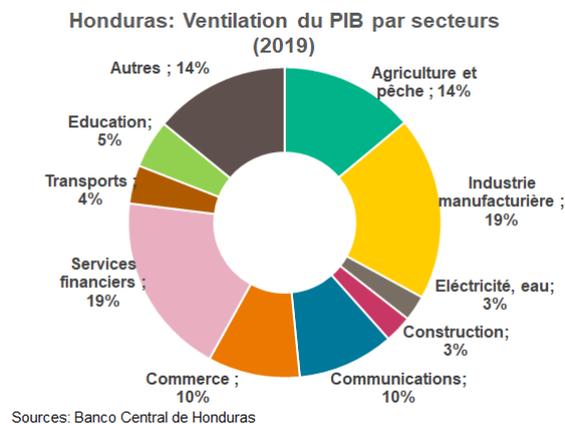
Source: CNUCED



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

HONDURAS	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	24	28	32	34	36	38
<i>Rang PIB mondial</i>	113	109	107	109	111	108
Population (Mns)	9,9	10,1	10,3	10,5	10,7	10,8
<i>Rang Population mondiale</i>	90	91	91	91	90	90
PIB / habitant (USD)	2 380	2 796	3 062	3 245	3 366	3 485
Croissance PIB (%)	-9,0	12,5	4,0	3,6	3,6	3,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,5	4,5	9,1	6,6	4,4	4,1
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	31,1	30,5	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	51,7	49,8	49,1	44,4	44,5	44,4
Solde public (% PIB)	-4,5	-3,1	-0,2	-1,2	-1,7	-1,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	10,6	NA	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB) ^E	2,8%	-5,5%	-6,6%	-3,9%	-4,3%	-4,1%
IDE (% du PIB)**	1,6%	1,8%	2,0%	2,1%	2,2%	2,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,0	6,4	5,9	5,2	5,0	4,8
Dette extérieure totale (% PIB)	46%	41%	37%	35%	36%	35%
Dette extérieure CT (% PIB)*	5,7%	8,1%	7,8%	NA	NA	NA
Taux de change***	24,8	24,2	24,6	24,9	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,2	14,1	13,5	NA	NA	NA
Taux de NPL	3,0	2,7	2,3	NA	NA	NA
ROE	7,6	11,1	14,7	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	160	173	169	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	117	114	112	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	114	113	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (Weo octobre 2023, *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters) a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Préviation S&P (novembre 2023). Pour 2024, déficit prévu dans le budget 2024 du pays; e: Données du Banco central de Honduras pour la période 2020 à 2023.





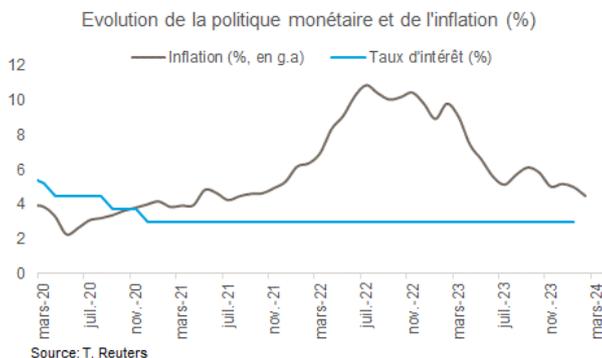
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Résilience de l'activité en 2024

L'activité a un peu ralenti en 2023 à +3,6% (après +4% en 2022) mais est restée dans la fourchette de prévision¹ de la banque centrale (entre 3,5% et 4%) et supérieure aux anticipations (+2,9% prévu par le FMI en octobre 2023). L'activité a été stimulée par la demande interne (alimentaire, services), tandis que la demande externe s'est affaiblie.

Pour 2024, la croissance est attendue du même ordre de grandeur². La consommation privée devrait bénéficier de la diminution prévue de l'inflation, ainsi que des transferts de fonds de travailleurs expatriés qui ont augmenté de 5,7% à 9,2 Mds d'USD en 2023 (soit environ 26% du PIB) et pourraient rester élevés cette année compte tenu des perspectives d'activité encore favorables aux États-Unis. La hausse du salaire minimum prévue entre 5,5% et 7%³, avec un effet rétroactif à janvier 2024, devrait également soutenir la consommation des ménages. A noter cependant que le taux de chômage, bien qu'en diminution, reste supérieur au niveau d'avant pandémie à 6,4% en juin 2023 (contre 5,7% fin 2019).

L'investissement public pourrait progresser en l'absence d'une nouvelle impasse législative pouvant paralyser l'exécution budgétaire⁴. Le budget de 2024 prévoit en effet une hausse d'environ 34% des dépenses allouées au programme d'investissement public (PIP), dont 40% seraient destinées à la modernisation des infrastructures routières et énergétiques du pays. L'investissement privé, local et étranger, resterait en revanche modéré en lien avec un climat des affaires encore peu favorable, un environnement politique peu stable, et malgré le maintien d'un taux d'intérêt inchangé depuis fin 2020.



¹ Prévision d'avril 2023 du Banco Central de Honduras.

² +3,6 % selon le FMI (Weo, avril 2024), +3,4 % selon la Banque Mondiale

³ Le réajustement du salaire minimum entre 5,5% et 7% dépendra du nombre de salariés dont dispose l'entreprise.

⁴ L'instabilité politique avait retardé l'élaboration des politiques et freiné l'exécution budgétaire pendant plusieurs mois sur la 2^{ème} partie de l'année dernière.

⁵ Données 2020, Banque Mondiale

Sur le front externe, les exportations agricoles (café, bananes, crevettes) et manufacturières (produits textiles) sont dépendantes de la demande américaine (1^{er} client du pays).

• Une économie encore peu diversifiée et un niveau de développement limité

L'économie du Honduras est très dépendante du secteur agricole (environ 12% de la valeur ajoutée du pays) et de l'industrie (26% de la VA⁵), qui repose principalement sur le modèle des maquiladoras⁶.

Le développement du marché interne est assez limité, tant par sa taille (environ 10 Mns d'habitants) que par le manque d'infrastructures (routières, ferroviaires, d'assainissement...). Le taux de pauvreté demeure élevé mais est en réduction. La pauvreté toucherait 64,1% de la population en 2023 (contre 73,6% en 2021) dont près de 41,5% serait en extrême pauvreté (53,7% en 2021)⁷, selon les données de l'Institut de statistiques locales (INE). Le travail informel est élevé et concernerait encore de 80% de la population active.

• Un secteur bancaire sain

Le secteur bancaire est constitué de 15 banques commerciales, dont 9 détenues par des capitaux étrangers.

La rentabilité du secteur bancaire est en amélioration avec un ROE à 14,5% en juin 2023 (contre 11,1% fin 2021) et un ROA stable à 1,2% depuis quelques années. Le ratio d'actifs pondérés demeure satisfaisant à 13,8% en juin 2023. Le taux de NPL des banques commerciales est stable par rapport à 2022 à 2,3% du total des prêts.

2. FINANCES PUBLIQUES

• Un déficit public qui pourrait s'élargir en 2024

En 2023, le déficit public est prévu autour de -2,4 % du PIB⁸ (contre -4,4% du PIB prévu dans le budget initial). Le contexte politique instable a paralysé les décisions politiques pendant plusieurs mois au 2nd semestre, affectant ainsi l'exécution du budget.

Pour 2024, le budget approuvé prévoit une hausse des dépenses de 3,7% par rapport à 2023 à 407Md de lempiras⁹ (soit environ 16,5 Md\$). Il comprend notamment une hausse des dépenses d'investissement public de 34,2% par rapport à 2023, soit près de 10,5% du PIB, visant à améliorer les infrastructures routières et

⁶ Usines bénéficiant d'une exonération de droits de douane pour produire à moindre coût des marchandises destinées à être exportées. Le Honduras exporte notamment des textiles, des produits électroniques et des accessoires automobiles.

⁷ Source INE : [El Instituto Nacional de Estadística \(INE\) socializa logros significativos en la reducción de la pobreza en Honduras - INE](#)

⁸ [S&P considera que déficit fiscal de Honduras será más bajo de lo previsto \(revistaeyn.com\)](#)

⁹ Congreso Nacional : [CN aprobó en histórica jornada el Presupuesto General de la República 2024 - Congreso Nacional de Honduras](#)

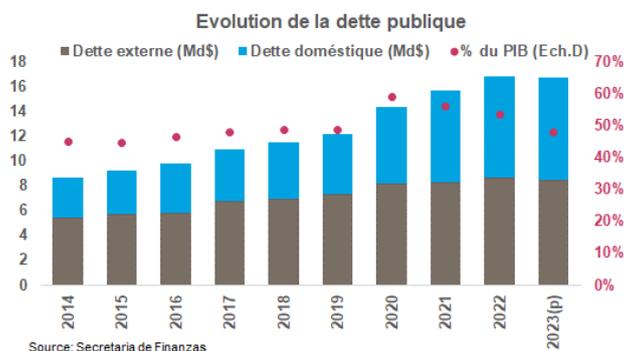


énergétiques du pays. Les dépenses sociales en matière de santé et d'éducation sont aussi prévues en hausse. Alors qu'aucune charge fiscale supplémentaire n'est prévue, une partie des dépenses serait financée par la réduction des subventions au secteur de l'énergie. Cette proposition adoptée par le Congrès semble néanmoins avoir été remise en cause par l'exécutif. Des révisions budgétaires ne sont donc pas à exclure dans les mois à venir. A noter cependant que **le programme du FMI en cours**, dont l'objectif est de créer un espace budgétaire pour aider à répondre aux besoins en matière de dépenses sociales et d'investissement, **constitue un soutien financier complémentaire au pays**¹⁰.

Le déficit public prévu pour 2024 est attendu plus élevé qu'en 2023 (3% du PIB), et le risque de dérapage n'est pas à exclure, si la situation de l'entreprise publique d'électricité (ENEE) venait à se dégrader. Afin de compenser les pertes de l'ENEE (pertes annuelles autour de 1% du PIB en moyenne), un soutien financier de l'Etat pourrait être nécessaire¹¹.

- **Vers une réduction progressive de la dette publique**

La dette publique a eu tendance à diminuer après le pic enregistré en 2020. Elle aurait atteint 48% du PIB en 2023 selon les estimations du ministère des Finances local (cf. graphique ci-dessous).



Environ 51% de de la dette publique est externe et détenue majoritairement par les créanciers multilatéraux (Cf. Partie 3). La part domestique tend cependant à progresser, les autorités locales essayent en effet de développer le marché de la dette domestique. Fin 2023, près de 68% du stock de la dette domestique était à taux fixe, émise en monnaie locale (75,7%) et à maturité moyenne de 7,7 ans, limitant le risque refinancement à court terme.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Diminution du déficit courant en 2023**

¹⁰ Il s'agit d'une ligne de facilité de crédit et de mécanisme élargi de crédit de 822 M\$, signé en août 2023 et d'une durée de 3 ans. Source : [El FMI y Honduras alcanzan un acuerdo de tres años a nivel de personal técnico en el marco del Servicio Ampliado del FMI y el Servicio de Crédito Ampliado \(imf.org\)](#)

¹¹ A noter par ailleurs que l'ENEE a émis des obligations à hauteur de 0,8% du PIB en décembre 2022, avec la garantie souveraine, pour régler des arriérés de paiement avec les producteurs d'énergie du secteur privé. Cette

Le Honduras exporte principalement des matières premières pas ou peu transformées. Les produits agricoles (café, bananes, crevettes, huile de palme) représentent plus de la moitié des exportations du pays. Le Honduras exporte également des produits issus des maquiladoras, le textile en particulier. Les Etats-Unis sont, de loin, le premier partenaire du Honduras (environ 40% des exportations du pays et 35% des importations).

Après avoir affiché un surplus courant exceptionnel en 2020, dans un contexte de baisse des importations et de dynamisme des transferts de travailleurs expatriés, **le solde courant est redevenu déficitaire dès 2021. Il est estimé à -3,9% du PIB 2023** (après -6,6% du PIB en 2022). L'amélioration est notamment due à la diminution du déficit commercial en biens et services (8,1 Md\$ en 2023 après 8,5 Md\$ en 2022) et à la hausse de la balance des transferts (+4,7%) tirée principalement par l'augmentation des transferts de fonds de travailleurs expatriés (8,9 Md\$ en 2023 après 8,4 Md\$) selon les données préliminaires de la banque centrale. **Pour 2024, le déficit courant est prévu autour de 4,2% du PIB**¹².

- **Une dette externe majoritairement publique**

La dette externe totale (publique et privée) s'élevait à environ 11,8 Md\$ fin 2022, soit environ 37% du PIB, dont 81% de part publique. **Fin 2023, la dette aurait un peu diminué à hauteur de 11 Md\$.** Elle est prévue autour de 35% du PIB, selon les données du FMI.

La dette publique est principalement détenue par les créanciers multilatéraux (environ 70% du total), par les créanciers bilatéraux (près de 10%) et par les créanciers privés (à hauteur de 20%). En 2023, 58,1% de la dette externe publique était à taux fixe et 41,9% à taux variable indexé au taux Libor-SOFR¹³.

Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI, **le risque de surendettement pour la part externe de la dette est faible, celui pour l'ensemble de la dette publique est jugé modéré.**

- **Un niveau de volatilité relativement limité**

En 2023, la volatilité de la monnaie locale, le lempira, face au dollar américain, est restée relativement faible, après des variations plus importantes observées sur la période 2020-2021. Malgré les déficits courants réguliers, la parité du lempira face au dollar est restée contenue dans la bande 23,5 - 24,8HNL pour 1 USD depuis 2017.

Les réserves de change de la banque centrale restent satisfaisantes à 7,3 Md\$ (soit 4,8 mois d'importations en mars 2024) et donnent à la banque centrale une marge de manœuvre pour soutenir le régime d'ancrage glissant et atténuer les fortes fluctuations de la monnaie.

émission s'inscrirait dans le cadre de la loi spéciale sur l'énergie électrique, adoptée par le Congrès en mai 2022, qui viserait à renégocier les contrats avec les producteurs privés, et mettre fin à la scission de l'ENEE en filiales pour la production, le transport et la distribution d'électricité. Une réduction des coûts du financement, ainsi que des pertes d'électricité est aussi visée par cette loi.

¹² Weo, avril 2024

¹³ Secured Overnight Financing Rate.



L'intégration encore limitée du pays dans les marchés financiers permet également de limiter les fuites de capitaux, protégeant ainsi le lempira d'un éventuel choc de confiance des investisseurs.



4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

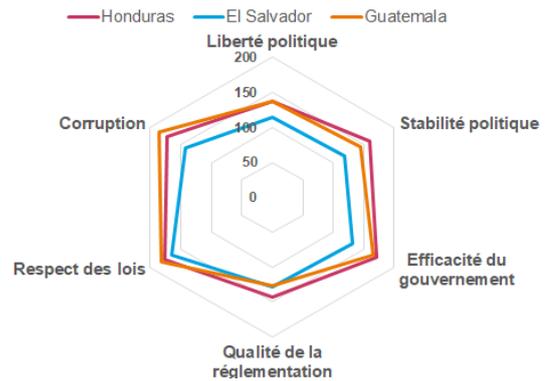
- L'absence de consensus politique limite l'avancée des réformes promises

En poste depuis janvier 2022, la présidente **Xiomara Castro**, du parti de gauche « Libre » et épouse de l'ancien président Manuel Zelaya¹⁴, a entamé sa troisième année de mandat. Première femme à gouverner le pays, la présidente n'a pas encore réussi à imposer son agenda de réformes (réécriture de la Constitution du pays, réforme fiscale, éradication de la corruption...). Son discours parfois critique vis-à-vis du milieu des affaires local est source de contrariétés au sein du Congrès, notamment auprès des partis de l'opposition, et limitent les chances d'une approbation des réformes d'envergure, comme la proposition d'une nouvelle loi fiscale. Les tensions entre la présidente et les partis de l'opposition sont par ailleurs susceptibles de perdurer jusqu'aux prochaines élections présidentielles de 2025.

- Gouvernance et climat des affaires encore faibles

Selon la banque mondiale, les indicateurs de **qualité de la réglementation et de stabilité politique du Honduras sont légèrement moins bons que dans les pays voisins** (El Salvador et Guatemala). La perception de la corruption est par ailleurs ressentie comme l'un des obstacles majeurs au développement de l'environnement des affaires, ainsi que les problèmes d'insécurité, qui expliquent en partie l'émigration massive de la population vers les Etats-Unis. L'absence de consensus au sein de la classe politique, ainsi que les coupures fréquentes d'électricité font aussi partie des freins à l'amélioration du climat des affaires local. De plus, la décision du pays de sortir du Centre international pour le règlement des différends relatifs à l'investissement (CIRDI) de la Banque Mondiale est par ailleurs susceptible de limiter l'arrivée d'investissements étrangers.

Indicateurs Banque mondiale 2022, Rang (214 pays)

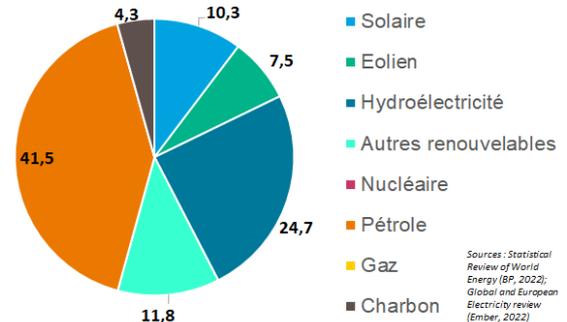


5. POLITIQUE CLIMAT

Le Honduras ne représente qu'environ 0,05% des émissions mondiales des gaz à effet de serre (GES) mais s'avère très vulnérable aux effets du changement climatique. Selon les calculs du FMI, les pertes moyennes annuelles liées aux événements climatiques extrêmes (sécheresse, ouragans, tempêtes) se sont élevés à 6,3% du PIB entre 1960 et 2022.

Environ 29 % des émissions de GES du Honduras seraient générées par le secteur de l'agriculture, suivi de l'utilisation des terres (déforestation, artificialisation des sols, etc.) à 28% et du secteur de l'énergie à 27%. La matrice de production d'énergie électrique est renouvelable à hauteur de 54% en 2020 (hydroélectricité en particulier), mais la part du pétrole dans la production d'électricité demeure encore importante (environ 42% de l'énergie produite sur cette même période).

Honduras : production d'électricité par sources, en % (2020=10,93 TWh)



Le pays s'est engagé à mener des actions d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique visant à réduire les émissions de GES de 16 % d'ici 2030. Le pays a d'ailleurs promis de restaurer 1,3 million d'hectares de forêts en réduisant notamment la consommation de bois de chauffage.

Un soutien de la communauté internationale semble cependant indispensable pour soutenir l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine dans sa transition.

¹⁴ Pour information, l'ancien président Manuel Zelaya a été déporté au Costa Rica en juin 2009, suite à un coup d'Etat coordonné avec

l'armée, les représentants du patronat, le Parti national et l'épiscopat catholique.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.